

MM. BOGOU Joseph, mle 128 617-U, ingénieur Génie électrique ;

KOUAKOU Kouassi Crédain, mle 124 856-Q, ingénieur des Techniques des Mines ;

Mme KONDOH, né KOUASSI Marie-Hélène, mle 224 717-Y, attaché des Services financiers.

Art. 3. — Les intéressés auront droit aux indemnités et avantages prévus par les textes en vigueur.

Art. 4. — Le ministre de l'Industrie et de la Promotion du Secteur privé est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 5 juillet 2001.

Laurent GBAGBO.

MINISTERE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME ET DE L'ENFANT

DECRET n° 2001-467 du 25 juillet 2001 portant création du Comité national de Lutte contre le Trafic et l'Exploitation des Enfants.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport conjoint du ministre de la Famille, de la Femme et de l'Enfant, du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, du ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, du garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Libertés publiques, du ministre de l'Economie et des Finances, du ministre du Travail, de la Fonction publique et de la Réforme administrative, du ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale,

Vu la Constitution ;

Vu l'Accord de Coopération entre la Côte d'Ivoire et le Mali en matière de lutte contre le trafic transfrontalier des enfants maliens du 1^{er} septembre 2000 ;

Vu le décret n° 90-1162 du 28 septembre 1990 portant ratification de la Convention relative aux Droits de l'Enfant du 20 novembre 1989 ;

Vu le décret n° 2000-846 du 29 novembre 2000 portant organisation du ministère de la Famille, de la Femme et de l'Enfant ;

Vu le décret n° 2001-42 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2001-91 du 11 février 2001 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — Il est créé auprès du ministère de la Famille, de la Femme et de l'Enfant, un Comité national de Lutte contre le Trafic et l'Exploitation des Enfants.

Art. 2. — Le Comité a pour mission notamment :

— D'assister le ministère de la Famille, de la Femme et de l'Enfant dans la définition des politiques, programmes et actions à conduire en matière de lutte contre le trafic et l'exploitation des enfants ;

— D'assurer le suivi de l'application des Accords de Coopération signés entre la Côte d'Ivoire et les autres pays en matière de trafic et de l'exploitation des enfants ;

— De donner des avis consultatifs ou de faire des recommandations sur toute autre question relative au trafic et l'exploitation des enfants.

Art. 3. — Le Comité comprend les membres suivants :

Membres statutaires

— Le ministre de la Famille, de la Femme et de l'Enfant ;

— Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères ou son représentant ;

— Le garde des Sceaux, ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation ou son représentant ;

— Le ministre du Travail, de la Fonction publique et de la Réforme administrative ou son représentant ;

— Le ministre de l'Agriculture et des Ressources animales ou son représentant ;

— Le ministre de la Communication et des Nouvelles Technologies de l'Information ou son représentant ;

— Le ministre du Transport ou son représentant ;

— Le ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale ou son représentant.

Membres associés

— L'UNICEF ;

— Le Parlement des Enfants ;

— Le Réseau des Femmes africaines ministres et parlementaires de Côte d'Ivoire (REFAMCI) ;

— Un représentant de chaque Organisation non gouvernementale d'Aide à l'Enfance légalement constitué.

Art. 4. — La présidence du Comité est assurée par le ministère chargé de la Famille, de la Femme et de l'Enfant.

Art. 5. — Le Comité est assisté par un Secrétariat technique permanent.

Art. 6. — Les modalités de fonctionnement du Comité sont fixées par arrêté du ministre chargé de la Famille, de la Femme et de l'Enfant.

Art. 7. — Le ministre de la Famille, de la Femme et de l'Enfant, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, le garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Libertés publiques, le ministre de l'Economie et des Finances, le ministre du Travail, de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Art. 8. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 25 juillet 2001.

Laurent GBAGBO.